



Mémoire sur les enjeux de la décentralisation, du soutien au développement et de la gouvernance régionale dans Lanaudière

Présenté au

Conseil régional de développement Lanaudière

dans le cadre des travaux de la Commission de consultation régionale sur le sujet

par

Le Conseil régional de l'environnement de Lanaudière

365 rue Saint-Louis
Joliette J6E 7N3



Novembre 2003

Présentation de l'organisme

Fondé en 1991, le Conseil régional de l'environnement de Lanaudière (CREL) est un organisme de concertation et de consultation en matière d'environnement reconnu par le Ministère de l'Environnement du Québec. Il regroupe des organismes et des individus préoccupés par la protection et la mise en valeur de l'environnement et par la promotion du développement durable dans la région de Lanaudière.

Le CREL se veut le défenseur du droit de la population lanaudoise à un environnement sain. Pour ce faire, il plaide pour la conservation de l'intégrité du milieu naturel et propose des projets à caractère environnemental, des moyens d'action et des stratégies pour aider à solutionner les problèmes environnementaux.

Le CREL compte environ 90 membres provenant de divers milieux dont des groupes environnementaux, des groupes intéressés à la conservation des ressources naturelles, des gouvernements locaux, des entreprises et de simples citoyens. Parce que le CREL rejoint des groupes de la société civile qui se préoccupent d'environnement et des citoyens, sa mission le destine naturellement vers les aspects sociaux de l'environnement.

Les principaux domaines d'activité de notre organisme sont : la promotion du développement durable, la gestion des matières résiduelles, la gestion de l'eau, l'aménagement et la protection des milieux naturels et la qualité de l'air en milieu urbain.

La décentralisation dans le secteur de l'environnement

Parce que le secteur de l'environnement concerne surtout des interventions qui portent sur le milieu naturel, donc sur des composantes territoriales, la décentralisation va de soi dans ce secteur.

Dès la mise en œuvre de la structure administrative du Ministère de l'Environnement, celle-ci a été conçue de manière à inclure des directions régionales. On reconnaissait ainsi la nécessité de pouvoir intervenir rapidement dans l'application des lois et règlements sur l'environnement ayant trait en bonne partie aux pollutions locales et aux modifications du milieu naturel local nécessitant des autorisations et des inspections.

Par ailleurs, le monde municipal s'est vu confié au cours des années des responsabilités de plus en plus étendues dans le domaine de la gestion environnementale. Les matières résiduelles, les eaux potables et usées, l'aménagement des berges et des cours d'eau, la protection et la mise en valeur des forêts privées en sont quelques exemples. Encore ici, il tombe sous le sens que le palier local est celui qui doit être prêt à l'intervention dans ces champs de compétence.

Le développement durable – le rôle du CREL

Au niveau des structures de concertation, le CREL est l'organisme régional désigné et reconnu par le Ministère de l'Environnement. Il est membre du conseil d'administration du CRDL et y agit, au nom de la société civile, comme Commission de l'environnement. Dans le cadre du développement durable, la mise en œuvre de la mission de notre organisme procède de certains principes :

- ◆ l'environnement est un déterminant majeur de la santé publique;
- ◆ les citoyens sont les premiers experts de leur milieu de vie;
- ◆ les citoyens ont droit à la justice environnementale, à un environnement sain et ils ont le droit de connaître les faits, les événements et les conditions qui influencent la qualité de leur environnement physique;
- ◆ le développement durable - lequel doit considérer sur un pied d'égalité et comme un tout, les aspects environnementaux, sociaux et économiques - est la toile de fond de notre action.

Il est devenu courant pour tout genre d'organisation de se réclamer des principes du développement durable en en faisant une valeur fondamentale de l'organisation. Ainsi, dans son plan stratégique régional 2000-2005, le CRDL exprime ses principes d'intervention de la façon suivante :

1. *Un développement qui **vis** l'équité et qui **refuse l'exclusion**, dans le sens où les orientations retenues tiennent compte de cette recherche de l'équité, entre les sexes et entre les divers groupes constituant la population lanauoise, et la pleine participation de tous et chacun à la société.*
2. *Un développement qui se veut **intégré**, dans le sens où les orientations intègrent de façon définitive les **préoccupations économiques, sociales et environnementales**.*
3. *Un développement qui se veut **durable**, dans le sens où les orientations visent à répondre aux besoins d'aujourd'hui, mais sans mettre en cause ceux des générations à venir.*

4. *Un développement qui se veut **concerté**, dans le sens où la concrétisation des orientations repose sur l'adhésion des divers partenaires, adhésion qui dépasse les intérêts sectoriels ou territoriaux.*

On retrouve bien là en effet tous les éléments nécessaires pour qu'un développement puisse être qualifié de durable et nous sommes d'avis que la nouvelle structure régionale destinée à se substituer au CRDL devrait conserver tels quels ces principes d'intervention et travailler à leur adoption par l'ensemble des MRC et municipalités de la région. Ce qui est plus difficile cependant, c'est d'actualiser ces principes dans les décisions quotidiennes ayant trait aussi bien aux conditions opérationnelles des organisations civiles et politiques, des structures de concertation régionales qu'aux processus décisionnels régionaux. Nous parlons ici de l'établissement de politiques de développement durable devant régir les opérations de nos organisations de même que des grilles d'évaluation des projets au regard du développement durable.

De par sa mission de promotion du développement durable, le CREL se sent directement interpellé et devrait être mis à contribution dans l'évaluation et dans les décisions relatives aux projets de développement qui impliquent les paliers tant local que régional. Dans le même esprit, le CREL devrait avoir la possibilité d'évaluer l'ensemble des structures vouées au développement régional et local quant à la façon dont elles s'acquittent de leurs obligations face au développement durable.

La promotion et l'actualisation des principes du développement durable sont selon nous des exemples éloquentes d'un ensemble d'actions qui prennent leur sens au palier régional et local. L'action locale associée à une pensée globale est garante selon nous de la mise en œuvre du développement durable.

La société civile dans les structures décisionnelles régionales

La nouvelle orientation du gouvernement concernant la mise sur pieds des Conférences régionales des élus (CRÉ) semble se concrétiser autour d'une remise d'un certain pouvoir décisionnel au élus municipaux régionaux. Selon ce que nous en comprenons, les membres actuels du conseil d'administration du CDRL dans les secteurs socio-économiques seraient en tout ou en partie invités à se joindre au conseil d'administration du CRÉ avec ou sans droit de vote.

Selon nous, il faudrait que les membres du conseil d'administration appartenant aux secteurs socio-économiques aient un droit de vote et participent pleinement aux décisions. Deux principales raisons militent en faveur de cette option :

- ◆ Les diverses lois concernant les municipalités au Québec définissent les responsabilités qu'il est convenu d'appeler municipales. Or, la diversité de secteurs et d'intérêts appelés à être représentés au sein d'une structure de concertation régionale dépasse largement les responsabilités et les compétences municipales. En ce sens, si la prise de décision relative au développement régional ne se fait que par des maires et des préfets, il y a un risque de privilégier les dossiers et les projets se situant dans les domaines d'intervention municipaux. Et il s'agirait bien là, il faut le voir, d'une situation normale et naturelle, compte-tenu des responsabilités, des préoccupations et des engagements des élus municipaux qui se sentent avant tout au service de leurs électeurs.
- ◆ Bien qu'étant sujet à l'approbation périodique de l'électorat quant à leur survie politique, le fait d'être élus ne donne pas d'office aux préfets et aux maires une compétence particulière dans les domaines sectoriels associés à la démarche de développement régional. Pour les organisations spécialisées dans les divers secteurs, même s'il est légitime d'espérer avoir droit à une consultation régulière et systématique de la part des élus, il serait beaucoup plus balancé et crédible si les décisions des élus étaient modulées par le vote des secteurs socio-économiques. En effet, compte tenu de la précieuse expertise spécifique des organisations sectorielles, c'est la seule façon pleinement démocratique d'être assuré d'une vraie représentation par laquelle passe l'espoir véritable d'une prise en compte de leurs actions et de leurs préoccupations. Si l'ensemble des secteurs socio-économiques deviennent strictement consultatifs au niveau régional, leur rôle se réduira à celui de lobbyistes. Ils seront constamment en demande de décisions favorables à leur secteur ou, à la limite, ils n'auront que la critique pour faire connaître leur désaccord. L'harmonisation des intérêts, les consensus sociaux et la concertation régionale n'en seront que plus difficiles.

Nous souhaitons donc, au nom d'une vigoureuse démocratie participative nécessaire à l'atteinte de véritables consensus régionaux, que les secteurs socio-économiques représentés au CRDL continuent de l'être au futur CRÉ et conservent leur pouvoir décisionnel.

Source : Gilles Côté,
Directeur général.
17 novembre 2003